

**ARRETE n° 2218 CM du 4 décembre 2020 fixant les taux de cotisations, les planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale à compter du 1er janvier 2021.**

NOR : DPS2022093AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment ses articles 9 et 10 modifiés par la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 modifié portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la CPS ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978 modifiée portant refonte des textes relatifs à la classification des

secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée portant institution d'un minimum vieillesse ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé "Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)" ;

Vu le rapport n° 1336 MEF/ARASS-pe du 24 novembre 2020 de l'Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale ;

Vu le procès-verbal de réunion du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale en date du 5 novembre 2020 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 décembre 2020,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 2021, les taux de cotisations, les planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — A compter de la même date, l'arrêté n° 2845 CM du 13 décembre 2019 fixant les taux de cotisations, les planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale à compter du 1er janvier 2020, est abrogé.

Art. 3. — Le ministre des finances, de l'économie, en charge de l'énergie, de la protection sociale généralisée et de la coordination de l'action gouvernementale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 décembre 2020.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,  
de l'économie,  
Yvonnick RAFFIN.*

TABLEAU DES PLANCHERS ET PLAFONDS MENSUELS DE REMUNERATIONS SOUMISES  
A COTISATIONS ET DES TAUX DE COTISATIONS A COMPTER DU 1er JANVIER 2021(\*)

Secteurs	BRANCHES	FSR exceptionn.	Prestations familiales	A.V.T.S.	Accidents du travail	Retraite Tranche A (1)	Fonds Social Retraite	Retraite Tranche B (1)	Assurance maladie (1)	Contrib* excep. AM (3)
	PLANCHERS MENSUELS	100 000 FCFP						264 000 FCFP		
	PLAFONDS MENSUELS	486 000 FCFP	750 000 FCFP	195 000 FCFP	3 000 000 FCFP	264 000 FCFP	264 000 FCFP	520 000 FCFP	5 000 000 FCFP	5 000 000 FCFP
	Rappel anciennes valeurs en 2020	Plafond : 486 000 F Taux : 1%	Plafond : 750 000 F Taux : 3,33%	Plafond : 195 000 F Taux : 0,02%	Plafond : 3 000 000 F Taux : 0,77%	Plafond : 264 000 F Taux : 22,00%	Plafond : 264 000 F Taux : 0,54%	Plafond : 520 000 F Taux : 17,43%	Plafond : 5 MF Taux : 16,95%	LP 2019-5 du 31 Janvier 2019 (concr. 1831M du 8 février 2019)
1	Ecoles, cantines et associations diverses à but non lucratif	1,0%	0,00%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
2	Aquiculture - Agriculture	1,0%	0,00%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
3	Acconage	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
4	Armement	-	3,33%	0,00%	-	-	-	-	-	-
5	Professions libérales et organismes financiers	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
6	Commerce de produits, services divers	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
7	Constructions, transports terrestres et maritimes, industries et artisanats divers	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
8	Services publics ou parapublics	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
9	Transports aériens	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
10	Entreprises de production cinématographique	1,0%	3,33%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%
11	Gens de maison	1,0%	0,00%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%	17,43%	16,95%	0,75%

(\*) Hors cotisation formation professionnelle continue des employés du secteur privé au taux de 0,5% au plafond AM de 5 MF.

Secteurs	BRANCHES	FSR exceptionn.	Prestations familiales	A.V.T.S.	Accidents du travail	Retraite Tranche A (1)	Fonds Social Retraite	Retraite Tranche B (1)	Assurance maladie (1)	Assurance maladie (1)
	ASSIETTE FORFAITAIRE MENSUELLE	SMIG		- Salaire plancher pêche (2)	Salaire plancher pêche (2)	SMIG	SMIG		- Salaire plancher pêche (2)	Salaire plancher pêche (2)
2	Pêche hauturière	1%	0,00%	0,00%	0,77%	22,00%	0,54%		16,95%	0,75%
	ancien taux en 2020	1%	0,00%	0,02%	0,77%	22,00%	0,54%		16,95%	0,75%

(1) Répartition des quotes-parts patronale et salariale pour les branches suivantes et taux de cotisations applicable aux bénéficiaires d'une pension de retraite et aux bénéficiaires d'une pension de réversion du RGS pour la branche assurance maladie :

Branches	Quote-part patronale	Quote-part salariale	Global
Retraite Tranche A	14,67%	7,33%	22,00%
Retraite Tranche B	11,62%	5,81%	17,43%
Fonds Social Retraite	0,36%	0,18%	0,54%
Assurance Maladie	11,30%	5,65%	16,95%
Contribution exceptionnelle AM	0,75%		0,75%

Taux de cotisation applicable aux pensions de retraite	Taux de cotisation applicable aux pensions de réversion
-	-
-	-
5,65%	5,65%
0,00%	0,00%
ancien taux en 2020 : 5,65%	

(2) Le salaire plancher pêche « SPP » est fixé par arrêté n° 1950 CM du 24-12-2013 à 95 000 F CFP pour 240 jours de mer.

(3) Contribution exceptionnelle AM créée par Loi du Pays n° 2019-5 du 31 Janvier 2019 (applicable à compter du 13 février 2019 et taux de cotisation PF ajusté à due concurrence à compter du 1er Janvier 2019)

Le taux de cotisations de la branche Accidents du Travail des élèves des établissements techniques et des centres de formation professionnelle est fixé à 0,51 %

**DELIBERATION N° 47-2020/C.A.**

*relative aux taux de cotisations, planchers et plafonds mensuels de rémunérations  
soumises à cotisations pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021*

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE,**

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment ses articles 9 et 10 modifiés par la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 modifié portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la C.P.S. ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la décision n° 754 TLS du 10 octobre 1978 modifiée portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu la délibération n° 82-33 du 15 avril 1982 modifiée portant institution d'un minimum vieillesse ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 modifiée instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-180 AT du 26 octobre 1995 modifiée instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu la délibération n° 47-2019/CA du 29 novembre 2019 relative aux taux de cotisations, planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Vu l'arrêté n° 2845 CM du 13 décembre 2019 fixant les taux de cotisations, les planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de prévoyance sociale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Vu le courrier n° 195/MEF du 15 octobre 2020 relatif aux orientations budgétaires 2021 des régimes de protection sociale généralisée ;

Vu le procès-verbal de réunion du Conseil d'administration en date du 5 novembre 2020 ;

S'étant prononcé à l'unanimité au cours de cette séance,

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - Est demandée la fixation des taux de cotisations, planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations de la Caisse de Prévoyance Sociale applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément au projet d'arrêté ci-joint.

**Article 2.** - La délibération n° 47-2019/CA du 29 novembre 2019 relative aux taux de cotisations, planchers et plafonds mensuels de rémunérations soumises à cotisations pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 est rapportée.

**Article 3.** - Le Directeur demande au Ministre des finances, de l'économie, en charge de la protection sociale généralisée de donner suite à la présente délibération.

Papeete, le 5 novembre 2020.

*Le secrétaire adjoint*  
Ronald BLAISE.

*Le président,*  
Patrick GALENON.

NOR : DPS2022093AC-3

Par arrêté n° 2217 CM du 4 décembre 2020.— Est rendue exécutoire la délibération n° 46-2020 CA du 5 novembre 2020 relative au budget d'investissement de la Caisse de prévoyance sociale pour l'exercice 2021.

### **DELIBERATION N° 46-2020/C.A.**

***relative au budget d'investissement de la Caisse de Prévoyance Sociale pour l'exercice 2021***

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE DE PREVOYANCE SOCIALE DE LA POLYNESIE FRANCAISE,**

Vu l'arrêté modifié n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment ses articles 9 et 10 modifiés par la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu les travaux de la Commission chargée des affaires immobilières et des placements, réunie le 28 septembre 2020 ;

Vu le procès-verbal de réunion du Conseil d'administration en date du 5 novembre 2020 ;

S'étant prononcé à l'unanimité au cours de cette séance,

#### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - Le budget d'investissement de la Caisse de prévoyance sociale pour l'exercice 2021, est fixé à la somme de **TROIS CENT MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUE (300 MF)** suivant le détail du tableau joint à la présente délibération.

**Article 2.** - Le Directeur et l'Agent-Comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération.

Papeete, le 5 novembre 2020.

*Le secrétaire adjoint*  
Ronald BLAISE.

*Le président,*  
Patrick GALENON.